

Asie centrale

• Au lendemain des élections législatives qui se sont tenues au Kazakhstan le 18 août, la présidence de l'UE a publié une déclaration reprenant à son compte les conclusions préliminaires de la Mission internationale d'observation selon laquelle le processus électoral s'était déroulé «en deçà de certaines normes internationales, notamment sur le plan du cadre juridique et du

comptage des bulletins de vote», une manière diplomatique de dénoncer les irrégularités d'un scrutin surveillé par 400 observateurs de l'OSCE.

• Le 21 août, la présidence de l'UE, dans le cadre d'une déclaration à l'adresse des autorités turkmènes, a pris note de la décision de ces dernières d'amnistier onze prisonniers politiques condamnés en 2002. Elle a saisi cette occasion pour émettre le

souhait que cette amnistie débouche sur la libération de tous les prisonniers politiques et défenseurs des droits de l'homme, tout en précisant combien elle était attachée à ouvrir une nouvelle période de coopération avec les cinq pays de l'Asie centrale, inaugurée d'ailleurs par l'adoption d'une Stratégie pour la région au Conseil européen des 21 et 22 juin 2007.

Sources :

EIS/Europolitics New Neighbours. Le Monde. Site de la Commission européenne : http://ec.europa.eu/index_fr.htm. Toute l'Europe, www.toutleurope.com.

Lu

Notes de lecture

Economie de la transition. La transformation des économies planifiées en économies de marché

Wladimir Andreff

Editions Bréal, Licence-Master Economie, Paris, 2007, 494 pages

Attendu par les économistes spécialisés sur la transition post-socialiste en Europe de l'Est, cet ouvrage de Wladimir Andreff prolonge et réactualise la réflexion engagée par l'auteur dans son célèbre manuel intitulé *La crise des économies socialistes. La rupture d'un système* (Presses universitaires de Grenoble, 1993). Alors qu'en 1993 l'auteur insistait sur la nature des économies centralement planifiées (ECP) et les causes de leur crise (en esquissant une ébauche d'analyse alternative de la transition), cet opus de 2007 aborde de plain-pied l'analyse de la transition post-socialiste. Cette *Economie de la transition* publiée chez Bréal est remarquable à plusieurs titres.

Tout d'abord, cet ouvrage est l'un des rares à aborder de manière systématique l'ensemble des questions centrales dans l'analyse de la transition économique post-socialiste : analyses standard et non standard de la transition, libéralisation et stabilisation de l'économie, ouverture à la mondialisation, privatisation, gouvernement d'entreprise, restructuration, place des institutions et de l'Etat dans la transition, coûts sociaux de ce processus.

Ensuite, chacun de ces sujets est analysé en profondeur. L'ouvrage est bâti sur deux grandes parties,

«La transition néo-libérale» et «La transition instituée», qui témoignent de l'état d'esprit de l'auteur : l'application du modèle standard d'inspiration libérale (découlant du «consensus de Washington», 1990) a conduit à des résultats mitigés et n'a pu empêcher l'apparition de mauvaises surprises rendant finalement nécessaire une réévaluation du rôle et de la place des institutions dans la construction de l'économie de marché.

«Les surprises de la transition néo-libérale» font l'objet d'un chapitre à part entière (chapitre 5). L'auteur y développe la notion de «surprises de la transformation», introduite par M. Ellman en 1997, tout en l'élargissant et en l'enrichissant de ses propres analyses, dont certaines étaient déjà présentes dans son ouvrage de 1993. Leur entrée en jeu s'explique par deux défauts du modèle standard de la transition : insuffisante prise en compte de l'héritage socialiste et insuffisante réforme des institutions. Parmi les faits inattendus et dommageables sur lesquels s'arrête Wladimir Andreff, on trouve «l'inflation inertielle» (inflation durable d'origine non monétaire qu'aucune politique de stabilisation ne peut enrayer), la «récession transformationnelle» (effondrement du PIB des pays en transition dû aux changements de structure d'une demande déclinante, associés à une offre rigide et inadaptée et à une désorganisation totale de l'économie), les «conséquences de la désintégration» du CAEM (à savoir une contraction des échanges, qui accélère d'autant la récession transformationnelle), le «chômage de transition» (chômage de masse provoqué par le licenciement des sureffec-

tifs présents dans les entreprises socialistes), «l'enracinement des managers» (difficulté pour les actionnaires de se débarrasser des managers indélébiles), la «démocratisation de l'économie» (développement du crédit interentreprise, des arriérés de paiements, du troc, de substituts à la monnaie, dont la conséquence est de rendre inopérante toute action de politique monétaire), «l'expansion de l'économie informelle» (évasion fiscale, crimes économiques, blanchiment d'argent, corruption). L'existence de ces «surprises» amène l'auteur à conclure que la coordination des activités économiques dans les PECO n'est ni hiérarchique, ni de marché, mais structurée autour de «réseaux» (p. 202) qui peuvent être «clientélistes», «formalisés» ou «informels», contribuant en définitive à «faire dévier le processus de transition de la trajectoire menant vers l'économie de marché».

Enfin, cet ouvrage est remarquable parce qu'il pose les bases fondatrices d'une nouvelle discipline d'enseignement que l'on pourrait appeler «Economie de la transition». A l'image du livre auquel ne manquent ni les données statistiques très riches, ni l'analyse (modélisée et littéraire), ni les encadrés précis approfondissant les notions clés, ni même les références à une littérature internationale des plus fournies, «l'économie de la transition» possède, à n'en pas douter, tous les attributs d'une discipline qui a encore de l'avenir» (p. 455).

Assen Slim
Inalco, Essca